

accepte sans hésitation les objections des capitalistes qui se sentent menacés par la recherche de l'équité et de la justice qui fait le fond de ce rapport.

Placé devant le choix entre un régime fiscal injuste et inéquitable et un régime fiscal radicalement nouveau qui enlèverait ce fardeau injuste des épaules des Canadiens moyens pour le placer où il devrait être, c'est-à-dire sur les épaules des riches et des puissants, le gouvernement a choisi sans hésitation le régime fiscal injuste et inéquitable. C'est la caractéristique de ce budget.

De l'aveu du ministre, il cherche à enrayer l'inflation. Je lui dis que son budget pourrait bien faire le contraire dans l'immédiat; à long terme, il en coûtera des centaines de millions de dollars à cause de la production déficitaire attribuable à l'accroissement du chômage et des millions de dollars en recettes perdues pour le Trésor. Il est clair, certes, que les poussées inflationnistes actuelles ne sont pas causées par une demande excessive, sauf peut-être dans le domaine de l'habitation. Selon les économistes, l'inflation actuelle est attribuable à la poussée des coûts et non à l'accroissement de la demande. Réduire l'ensemble de la demande au moyen d'impôt sur le revenu ne peut rien changer à la situation—rien ne changera sûrement à court terme—si ce n'est l'aggraver.

Je ne doute guère que la hausse d'impôts, qui atteindra surtout les travailleurs, incitera certains d'entre eux à réclamer des augmentations de salaires; du moins, l'impôt les rendra beaucoup plus difficiles à contenir. Cela accentuera la poussée des coûts au lieu de l'atténuer. Je ne puis imaginer que le ministre et le gouvernement ne se rendent pas compte de ces faits élémentaires. Pourquoi alors ont-ils appliqué ces hausses d'impôt injustes, inutiles et dangereuses? J'admets qu'elles ne sont pas très considérables, mais elles sont significatives et importantes.

Je ne puis trouver que trois explications à l'action du gouvernement à cet égard. Premièrement, j'ai eu l'impression bien nette, en voyant les quatre budgets, que le ministre se servait de l'impôt sur le revenu tout comme un instituteur sévère se sert de la férule, pour nous donner une leçon. Peu importe qu'une hausse de l'impôt sur le revenu soit judicieuse ou non du point de vue économique ou social; elle est salutaire pour l'âme, dit le ministre. Elle enseignera aux gens à modérer leurs désirs—du moins selon l'évangile des gens puissants au pays, qu'il fait sien.

Deuxièmement, selon toute apparence, le gouvernement et le ministre espèrent persuader les prêteurs d'argent professionnels qu'ils peuvent compter sur le ministre, qui se montrera prudent, conservateur et surtout, dur

envers les gens qu'il désirera atteindre—mais non, juste ciel, envers les institutions financières ou autres sociétés importantes. Elles savent bien qu'elles recevront sympathie et considération. Alors, comme l'espère le ministre, on pourra sûrement les persuader de souscrire aux emprunts considérables que le gouvernement devra sûrement émettre et renouveler en 1968.

● (4.30 p.m.)

Voici la troisième raison de l'augmentation de l'impôt sur le revenu: à long terme, le budget prévoit une augmentation du chômage pour remédier aux pressions inflationnistes. Le ministre l'a admis en disant que ses politiques pourraient peut-être limiter un peu l'augmentation de notre production l'an prochain. C'est une façon prudente d'admettre qu'il prévoit réellement plus de chômage l'an prochain. De toute façon, plus tard il nous a dit ne pas espérer que le taux actuel de l'emploi augmente, sauf dans une mesure proportionnée à la croissance de la force ouvrière. C'est dire que le ministre ne s'attend pas que le niveau actuel du chômage baisse. Pour ma part, je dis que le niveau actuel du chômage est déjà trop élevé pour qu'on s'en contente; il s'établira à 4.7 p. 100 de la force ouvrière sur le plan national, et il est beaucoup plus élevé dans les provinces atlantiques et dans certaines autres régions du Canada.

De plus, si le taux d'accroissement de l'économie décroît comme le ministre le prévoit, l'admet et le souhaite, le chômage augmentera, inévitablement. En fait, tous les indicateurs principaux témoignent d'un tassement ou d'un ralentissement de l'économie. Tel est par conséquent l'objectif à la fois explicite et implicite du budget: une augmentation délibérée et calculée du chômage. Quel objectif. Et quel budget.

Ce genre de politique a déjà été essayé ailleurs, mais toujours sans succès. Quant à nous, du Nouveau parti démocratique, nous récusons comme inefficace et cruelle une politique qui vise délibérément à créer du chômage. Elle est inefficace parce que coûteuse en termes de production et de bien-être social. Elle est cruelle parce que, dans tout le pays, c'est l'homme et la société qui en feront les frais.

Le ministre prétend qu'il a besoin de revenus supplémentaires. Dans un sens, on se demande si c'est bien au moment où le cycle en est à sa phase descendante, où l'activité économique est stationnaire ou ralentie, qu'il est sage d'augmenter les taxes, si peu que ce soit, et de chercher à réduire le déficit. Le ralentissement de notre économie, le ministre l'a reconnu lui-même lorsqu'il a déclaré:

Ces changements récents dans les forces de soutien de l'économie ont donné lieu à un ralentisse-